

82/2020

03 Juin 2020

*Borja Llandres Cuesta**

Le Japon et la vision d'un
Indo-Pacifique libre et ouvert

[Visitez notre site](#)

[Abonnez-vous à notre newsletter](#)

Le Japon et la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert

Résumé :

L'ordre régionale au nord-ouest de l'Asie a subi une rapide évolution cette dernière décennie à cause des diverses dynamiques politiques, militaires et économiques. L'un des pays qui a été le plus touché par cette transformation régionale a été le Japon dont la position stratégique s'est vue sévèrement détériorée par plusieurs motifs. Ce document analysera brièvement la politique étrangère japonaise depuis la Seconde Guerre Mondiale. Après, l'on verra les origines et les antécédents de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert et l'on développera les bases de la stratégie et, finalement, on révisera brièvement l'accueil que la stratégie a eu dans plusieurs acteurs régionaux.

Mots-clés :

Japon, Indo-Pacifique, Chine, Abe Shinzo, géopolitique.

Comment citer :

LLANDRES CUESTA, Borja. *Le Japon et la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert*. Document d'Opinion. IEEE 82/2020.

http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2020/DIEEEO82_2020BORLLA_Japon-FR.pdf and/or [link bie](#)³ (consulté le jour/mois/année sur le web)

***NOTE :** Les idées contenues dans les documents d'opinion relèvent de la responsabilité de leurs auteurs, sans nécessairement refléter la pensée de l'IEEE ou du Ministère de la Défense.

Introduction

L'ordre régionale au nord-ouest de l'Asie a subi une rapide évolution cette dernière décennie à cause des diverses dynamiques politiques, militaires et économiques. L'un des pays qui a été le plus touché par cette transformation régionale a été le Japon dont la position stratégique s'est vue sévèrement détériorée par plusieurs motifs.

En premier lieu, la croissance économique et militaire de la République populaire de Chine est, sans aucun doute, le principal défi stratégique pour le Japon. L'économie chinoise a connu une croissance vigoureuse depuis les années 2000, dépassant l'économie japonaise en 2010¹ et devenant la deuxième puissance économique mondiale. Cette croissance économique a débordé sur le budget de la défense et les capacités militaires dans les domaines terrestre, aérien, maritime et spatial. Le budget de la défense de la Chine a considérablement augmenté et si nous prêtons attention aux chiffres officiels du gouvernement, de nos jours, les dépenses de défense de la Chine s'élèveraient à 239,2 milliards de dollars tandis que celles du Japon atteindraient 45 milliards de dollars². Avec ce budget plus important, il y a eu, aussi, une activité chinoise croissante concernant les revendications sur les îles Senkaku (Diaoyu pour la Chine) et les incidents navals autour de l'archipel se sont multipliés avec des épisodes critiques en 2010 et en 2012, générant une inquiétude croissante à Tokyo.

Deuxièmement, la situation dans la péninsule coréenne est une source de tensions et de frictions pour la diplomatie japonaise. La République populaire démocratique de Corée est un problème stratégique et de sécurité pour deux raisons : d'une part, en raison du développement de son programme nucléaire et, d'autre part, en raison de ses tests constants de missiles à moyenne et longue portée, certains d'entre eux ont traversé l'espace aérien du Japon ou sont tombés dans les eaux territoriales japonaises. Au sud, en République de Corée, les relations se sont détériorées au cours de la dernière année. La décision de la Cour suprême qui a touché les entreprises japonaises, a ouvert la porte à des réparations pour les activités de ces entreprises

¹ MONAHAN, Andrew. Wall Street Journal. China Overtakes Japan as World's No. 2 Economy. Disponible sur : <https://www.wsj.com/articles/SB10001424052748703361904576142832741439402>

² China Power. CSIS. What does China really spend on its military? Disponible sur : <https://chinapower.csis.org/military-spending/>

pendant l'occupation du Japon par la Corée de 1910 à 1945. Un autre facteur a été la dissolution de la fondation créée par le Japon pour gérer les réparations des soi-disant «femmes de réconfort» découlant de l'accord bilatéral signé en 2015. Enfin, les restrictions commerciales imposées par le Japon à l'exportation de matériel technologique ont fini par déclencher une crise bilatérale qui n'est pas encore terminée.

Pour le Japon, l'alliance avec les États-Unis, qui a récemment célébré ses 60 anniversaires, est un facteur essentiel pour sa politique étrangère et sa défense nationale. Même si dans le passé la relation a également connu des turbulences, notamment avec la pression américaine pour réduire le déficit bilatéral dans les années 80 ou la critique du manque de soutien militaire japonais pendant la guerre du Golfe, l'arrivée de Trump à la Maison Blanche a généré des forts chocs dans le domaine économique (critique des relations commerciales avec le Japon) ainsi que dans le domaine de la défense (critique du coût de la présence américaine au Japon). Les bonnes relations entre Abe et Trump n'ont pas réussi à effacer les doutes d'Abe quant à l'engagement de Trump avec la sécurité et le libre-échange en Asie, faisant au Japon voire la nécessité d'une plus grande autonomie et indépendance sur la scène mondiale.

À la suite de ces changements, la politique étrangère et de défense du Japon a évolué pour s'adapter au nouveau contexte mondial et régional. La stratégie du Japon depuis le retour d'Abe repose sur une double initiative. La première initiative est le renforcement interne par un investissement plus important dans le budget de la défense et l'adaptation des forces d'autodéfense à de nouveaux domaines tels que l'espace ou le cyberspace. La seconde repose sur un renforcement externe par la formation d'un réseau de partenariats stratégiques dans plusieurs domaines avec une multiplicité d'acteurs en Asie, en Océanie et en Europe. Ce réseau sera développé à travers de la Vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert dévoilé par Abe Shinzo en 2016 lors de la sixième TICAD.

Pour mieux comprendre cette stratégie, le document sera structuré comme suit : Premièrement, nous analyserons brièvement la politique étrangère japonaise depuis la Seconde Guerre mondiale. Après cela, nous verrons les origines et l'arrière-plan de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert. Ensuite, nous développerons la base de la stratégie et, enfin, nous verrons la réponse qu'elle a reçue de plusieurs parties prenantes.

Politique étrangère japonaise depuis la Seconde Guerre Mondiale

Après la défaite de la Seconde Guerre mondiale et la fin de l'aventure du Japon impérial au cours de la première moitié du XXe siècle, la politique étrangère du Japon a été caractérisée par l'adoption d'une Constitution pacifiste qui a abandonné l'utilisation des menaces et de la guerre comme moyen de résoudre les différends internationaux et également par une alliance avec les États-Unis qui impliquerait que le territoire du Japon soit couvert par le parapluie de sécurité des États-Unis par le biais du Traité de défense mutuelle de 1951. Ces deux piliers seraient conformes à la soi-disant doctrine Yoshida³ qui reposait sur les idées suivantes :

1. Le Japon assure sa sécurité nationale grâce à l'alliance avec les États-Unis.
2. Le Japon conserve une capacité de défense réduite.
3. Le Japon dépense les ressources qu'il économise grâce à ces deux décisions pour faire du pays une nation commerçante.

Des années plus tard, le Japon deviendrait une superpuissance économique, obtenant la deuxième place dans l'économie mondiale en 1968⁴. La fin de la guerre froide a mis fin à la politique de bipolarité qui avait caractérisé la période et les deux facteurs, le succès économique et le pari pour une alliance solide avec les États-Unis semblait confirmer le succès et l'évaluation correcte de la doctrine Yoshida. Cependant, pendant la guerre du Golfe, le gouvernement japonais, conformément à son système juridique, a refusé d'envoyer des troupes, décidant de participer uniquement par le biais du financement des opérations. Cette approche a été qualifiée de « diplomatie du chéquier » et a suscité de nombreuses critiques aux États-Unis à l'égard du Japon. La possibilité d'un déclin de l'alliance en raison de la disparition de l'ennemi commun et des frictions commerciales de la décennie précédente a montré que le nouveau scénario créé après la guerre froide nécessiterait un processus de réévaluation de la politique étrangère du Japon.

³ KOSAKA, Masataka. "Nihon Gaiko no Bensho". Koza Kokusai Seiji vol. 4. Tokyo Daigaku Shuppankai. 1989. P. 299.

⁴ HAMADA, Koichi. « Japan 1968: A reflection point during the era of the economic miracle ». Economic Growth Center. Yale University. 1996. Disponible sur: http://www.econ.yale.edu/growth_pdf/cdp764.pdf

Cette réévaluation de la politique étrangère et de défense japonaise et l'évolution d'une posture réactive face aux événements internationaux vers une posture plus proactive se déroulerait lentement dans les années 90 et les premières années 2000 grâce à des initiatives limitées qui donneraient progressivement au Japon les moyens et la capacité de jouer un rôle plus important dans le scénario international. Les défis et changements mentionnés ci-dessus ont accéléré l'évolution. Cette évolution s'est produite pendant le mandat du Premier ministre Abe Shinzo, qui visait à élargir l'horizon stratégique du Japon et à normaliser son statut sur la scène mondiale. Le premier pilier de cet horizon stratégique élargi a été les modifications apportées par la législation en matière de sécurité et de défense, l'autre pilier étant la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Origines du terme Indo-Pacifique

La création de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert n'a pas été un événement isolé et soudain au sein de la politique étrangère japonaise. Il est le résultat d'une évolution progressive de la pensée stratégique japonaise au cours de la dernière décennie. Le début de cette stratégie pourrait être l'initiative d'un « Arc de liberté et de prospérité » dévoilé en 2007 par le ministre des Affaires étrangères Aso Taro. Lors d'un discours prononcé à l'occasion du 20e anniversaire de la création du Forum japonais sur les relations internationales, le ministre a souligné que « la création d'un arc de liberté et de prospérité est avant tout une tentative d'élargir les horizons des activités diplomatiques du Japon et, en fait, les perspectives du Japon »⁵.

Quelques mois plus tard, le Premier ministre Abe a prononcé un discours au Parlement indien intitulé « la confluence de deux mers ». Pour Abe, « le Pacifique et l'océan Indien créent désormais un couplage dynamique en tant qu'océan de liberté et de prospérité. Une « Asie élargie » qui a rompu les frontières géographiques commence maintenant à prendre une forme distincte. Nos deux pays ont la capacité —et la responsabilité— de veiller à ce qu'elle s'élargisse encore davantage et de nourrir et d'enrichir ces mers pour devenir des mers d'une transparence des plus claires »⁶. Au cours du discours, Abe a

⁵ MOFA. On the "Arc of Freedom and Prosperity". Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/policy/pillar/address0703.html>

⁶ MOFA. Confluence of the Two Seas. Disponible sur : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/pmv0708/speech-2.html>

exposé les bases de ce qui allait être connu sous le nom d'Indo-Pacifique, l'importance que l'Inde aura dans ce cadre et la nécessité d'élargir la région pour inclure d'autres parties prenantes telles que les États-Unis et l'Australie. En 2007, Abe tentera également de relancer le soi-disant Quad dont les origines remontent à la coopération entre les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie après le tsunami de 2004 dans l'océan Indien. Cependant, la démission d'Abe à la fin de l'année a freiné ces initiatives.

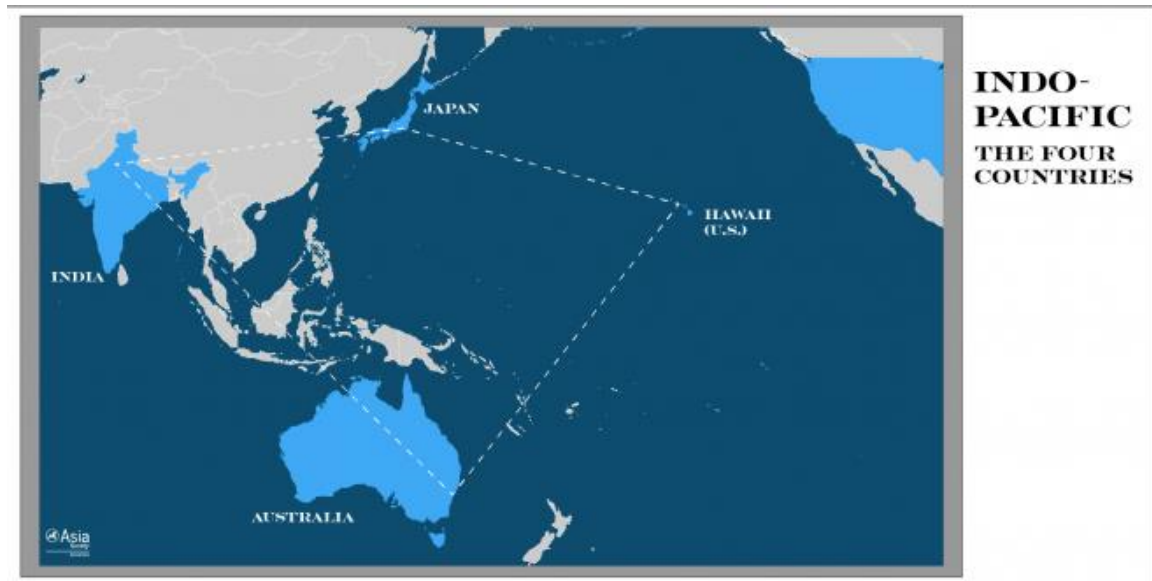


Figure 1. Diamant de sécurité démocratique. Source. Asia Society.

Le retour au pouvoir d'Abe en 2012 a introduit une nouvelle étape dans l'évolution de la pensée stratégique japonaise avec le concept de « diamant de sécurité démocratique » renforçant la création d'un groupe de démocraties qui protégeait la paix, la stabilité et la liberté de navigation dans l'Océan Indien et dans l'Océan Pacifique dans un moment de tension dans la mer de Chine méridionale. Selon les mots du Premier ministre, « le Japon [...] devrait jouer un rôle plus actif en plus de l'Australie, de l'Inde et des États-Unis pour préserver le bien commun dans les deux régions »⁷. Outre le nouveau concept, le gouvernement a créé le Conseil national de sécurité et publié une stratégie de sécurité nationale. Cette stratégie (la première depuis la Seconde Guerre mondiale) a entamé la politique de « Contribution proactive à la paix » dont le but est de garantir la sécurité du Japon et d'adapter la politique de défense au nouveau contexte

⁷ ABE, Shinzo. « Asia's Democratic Security Diamond. Project Syndicate ». Disponible sur : <https://www.project-syndicate.org/onpoint/a-strategic-alliance-for-japan-and-india-by-shinzo-abe?barrier=accesspaylog>

international et régional. La stratégie de sécurité nationale a préparé le terrain pour une expansion qualitative des forces d'autodéfense capturées dans les lignes directrices du programme de défense nationale⁸ et dans le programme de défense à moyen terme pour l'exercice 2014-2019 (actuellement, le programme est en vigueur pour la période 2019- 2023)⁹.

Progressivement, le gouvernement a commencé à soumettre des initiatives pour modifier le rôle et les fonctions des forces d'autodéfense japonaises jusque-là. Après trois ans de processus législatif, en 2016, la nouvelle législation sur la sécurité est entrée en vigueur, introduisant les changements suivants :

1. Fournir le soutien logistique et mener à bien des opérations de recherche et sauvetage nécessaires aux forces armées des pays étrangers.
2. Nouvelles fonctions et tâches dans les missions soutenant l'ONU.
3. Participation à des missions en dehors des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sous certaines conditions.
4. Sauvetage de citoyens japonais et opérations d'inspection de navires.

Enfin, la dernière étape aura lieu lors de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique au cours de laquelle Abe a dévoilé la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert. Dans le discours, Abe a souligné que « lorsque vous traversez les mers d'Asie et de l'océan Indien et que vous venez à Nairobi, vous comprenez très bien que ce qui relie l'Asie et l'Afrique, ce sont les voies maritimes.

Ce qui apportera stabilité et prospérité au monde n'est autre que l'énorme vivacité engendrée par l'union de deux océans libres et ouverts et de deux continents.

Le Japon a la responsabilité de favoriser la confluence des océans Pacifique et Indien et de l'Asie et de l'Afrique en un lieu qui valorise la liberté, l'État de droit et l'économie de marché, libre de toute force ou coercition, et de la rendre prospère.

⁸ Ministry of Defense. NATIONAL DEFENSE PROGRAM GUIDELINES. Disponible sur : https://www.mod.go.jp/j/approach/agenda/guideline/2019/pdf/20181218_e.pdf

⁹ Ministry of Defense. Medium Term Defense Program. Disponible sur : https://www.mod.go.jp/j/approach/agenda/guideline/2019/pdf/chuki_seibi31-35_e.pdf

Le Japon veut travailler avec vous en Afrique afin de faire des mers qui relient les deux continents des mers pacifiques régies par l'état de droit. C'est ce que nous souhaitons faire avec vous »¹⁰.

Dans ce discours, Abe avait déjà clarifié les bases sur lesquelles le cadre géopolitique de l'Indo-Pacifique serait construit. Géographiquement, l'Indo-Pacifique libre et ouvert tentera de fusionner un vaste territoire depuis la côte orientale de l'Afrique jusqu'aux côtes occidentales des États-Unis. En ce qui concerne le contenu de l'idée, les trois piliers qui donneront corps à la vision seront les suivants :

1. Promouvoir et soutenir l'état de droit, la liberté de navigation et le libre-échange.
2. Promouvoir la prospérité économique.
3. Engagement pour la paix et la sécurité.

Par le biais de la construction d'un réseau de partenariats stratégiques, d'accords commerciaux et de règles communes dans cet espace géopolitique vaste et complexe qui représente l'Indo-Pacifique, le Japon a l'intention de soutenir l'ordre libéral qui a été la base de sa prospérité et de sa sécurité et a aussi l'intention de réorganiser l'ordre régional. À travers les trois piliers qui seront analysés dans la section suivante, la stratégie japonaise tentera de construire un scénario plus favorable à ses intérêts qui protégerait la liberté de navigation (un facteur vital pour un archipel comme le Japon), le libre-échange (critique pour une économie japonaise tournée vers l'extérieur), l'état de droit et le droit international (évitant la prolifération nucléaire de la Corée du Nord et le lancement de missiles ou les intrusions dans les eaux japonaises près des îles Senkaku).

Fondements de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert

Avant de commencer l'analyse des trois piliers de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, nous devons commenter les qualités qui définissent cette stratégie. Premièrement, la stratégie du Japon est ajustable pour deux raisons. La première raison est l'ampleur de la zone qu'elle essaie d'embrasser. Les contrastes et les différences qui existent entre les pays et les régions inclus dans la stratégie sont tels

¹⁰ MOFA. Address by Prime Minister Shinzo Abe at the Opening Session of the Sixth Tokyo International Conference on African Development. Disponible sur : https://www.mofa.go.jp/afr/af2/page4e_000496.html

que la mise en place d'un système rigide finirait par le rendre inefficace et non pertinent. La deuxième raison est la configuration et les systèmes politiques des différents pays. Cela implique, par exemple, que le pilier concernant les valeurs démocratiques perd sa position lorsqu'il s'agit de pays qui ont des déficits démocratiques mais qui sont importants, comme les pays d'Asie du Sud-Est. Cependant, lorsqu'il s'agit de pays tels que les États-Unis, l'Inde ou l'Australie, ces valeurs démocratiques sont un pilier nécessaire¹¹.

En second lieu, la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert est un programme inclusif. Pour le Japon, cette caractéristique a deux motivations. La première est la possibilité de constituer des groupes multilatéraux dans plusieurs domaines qui tiendraient compte des principales préoccupations du Japon. Le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans Pacific Partnership (CPTPP) en est un exemple clair. En mettant en place un puissant bloc économique avec des règles communes, le gouvernement japonais entend non seulement récolter les fruits économiques créés par l'augmentation des échanges commerciaux mais aussi montrer les efforts du Japon tout en essayant de transformer l'accord en modèle économique pour d'autres accords commerciaux. La deuxième motivation est la création de nouvelles relations diplomatiques et l'approfondissement de celles qui existent déjà, renforçant ainsi un réseau de sécurité qui garantisse la paix et la stabilité dans l'Indo-Pacifique contre toute tentative de renverser l'ordre régional.

Enfin, la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert est un concept composé de plusieurs niveaux, interconnecté et complexe. Dans la vision, nous pouvons trouver plusieurs niveaux de coopération et de coordination. À partir du niveau bilatéral, il y a des partenariats spéciaux et stratégiques avec l'Australie et l'Inde ou l'alliance avec les États-Unis, il y a un niveau minilatérale comme le Quad et il y a des initiatives multilatérales telles que le CPTPP ou la Vientiane Vision. L'interconnexion entre les piliers est également l'un des principaux traits. Comme nous le verrons, les différents piliers ne sont pas des zones autonomes, mais il existe des liens profonds entre le pilier économique et la promotion de la démocratie. Dans le même temps, la promotion de la

¹¹ White House. Remarks by President Trump, Prime Minister Abe of Japan, and Prime Minister Modi of the Republic of India Before Trilateral Meeting. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-prime-minister-abe-japan-prime-minister-modi-republic-india-trilateral-meeting/>

liberté de navigation est un facteur essentiel du pilier prospérité économique et connectivité. Enfin, et du fait de tous les traits évoqués ci-dessus, la vision est un concept extrêmement complexe soumis à des ajustements et modifications constants provoqués par un scénario global et régional en constante évolution.

Un nouveau réseau de sécurité pour le Japon

Après avoir vu les caractéristiques, nous analyserons chacun des piliers. Le premier est la promotion et le soutien de l'état de droit, de la liberté de navigation et du libre-échange. Depuis son premier mandat de Premier ministre, Abe Shinzo a tenté d'attirer progressivement les principales démocraties de la région Asie-Pacifique et de construire un cadre institutionnel qui permettrait de renforcer l'ordre international fondé sur des règles communes acceptées par tous les États. L'Australie et l'Inde sont deux des pays avec lesquels le Japon a tenté de rechercher une plus grande coordination et coopération dans plusieurs secteurs, notamment en matière de défense et de sécurité.

La relation entre le Japon et l'Australie s'est développée depuis la fin de la guerre froide. Le fait d'être à la fois des démocraties dont les valeurs politiques et les systèmes économiques sont similaires les a rapprochés naturellement. Les risques et menaces auxquels ils sont confrontés ont été similaires, bien que l'intensité avec laquelle l'Australie perçoit certaines menaces telles que la montée de la Chine, la prolifération nucléaire dans la péninsule coréenne ou les conflits territoriaux dans les mers d'Asie soit beaucoup plus faible que celle du Japon.

La coordination naissante des années 90 et du début des années 2000 a fait place à une coopération de plus en plus solide qualifiée de « quasi-alliance »¹². Bien qu'au début les relations entre l'Australie et le Japon se soient développées sous l'ombre de leurs relations avec les États-Unis, ces dernières années, les relations bilatérales ont été renforcées indépendamment du cadre trilatéral. Au cours des dernières années, plusieurs accords qui ont consolidé les relations bilatérales ont été signés. En 2010, l'accord d'acquisition et de services croisés qui facilite l'échange de services et la livraison de fournitures entre les forces armées dans une série de situations telles que

¹² NIDS. Chapter Australia: The Challenges of the Japan-Australia Quasi-Alliance. Disponible sur : http://www.nids.mod.go.jp/english/publication/east-asian/pdf/2016/east-asian_e2016_06.pdf

des exercices militaires, des opérations de l'ONU ou des opérations d'assistance humanitaire. Deux ans plus tard, l'accord sur la sécurité de l'information serait signé dans le but de faciliter l'échange d'informations et d'assurer sa protection. En 2014, les deux pays mettront en place un « partenariat stratégique spécial » et l'accord concernant le transfert d'équipements et de technologies de défense sera signé dans le but de créer des équipes de recherche conjointes et des projets de défense d'intérêt commun.

L'Inde est un autre acteur essentiel de la stratégie du Japon. Comme l'Australie, l'Inde partage avec le Japon plusieurs valeurs ainsi que plusieurs menaces communes telles que la Chine ou le programme nucléaire et balistique de la Corée du Nord et ses liens avec le Pakistan. Autant la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert que la Act East policy de l'Inde ont vu dans l'autre pays un partenaire et un allié concernant les changements en cours en Asie. Le discours d'Abe concernant la « confluence de deux mers » a cédé la place à une plus grande poussée dans le partenariat entre le Japon et l'Inde qui s'est transformé en 2015 en un « Partenariat stratégique spécial et mondial ». La signature de l'accord concernant le transfert d'équipements et de technologies de défense et un autre concernant les mesures de protection des informations militaires classifiées ont renforcé l'intégration militaire. En outre, l'invitation des États-Unis et de l'Inde au Japon à participer aux exercices Malabar est une autre étape vers une intégration trilatérale qui a déplu à la Chine. La Chine a perçu la coopération des États-Unis, le Japon et l'Inde et la coopération entre les États-Unis, le Japon et l'Australie comme une manœuvre pour essayer de contenir sa montée.

Le Japon ainsi que l'Inde et l'Australie considèrent le respect de la liberté de navigation et du droit international comme un facteur essentiel. Pour l'économie japonaise, il est particulièrement important que les lignes de communication maritimes soient ouvertes et c'est pourquoi lors de la conférence de Shangri-La en 2014, Abe a plaidé en faveur de l'établissement des trois principes de l'état de droit en mer :

1. Faire et clarifier des réclamations basées sur le droit international.
2. Ne pas recourir à la force ou à la coercition pour tenter de faire valoir leurs revendications.
3. Chercher à régler les différends par des moyens pacifiques.



Figure 2. Abe, Trump et Modi au G-20. Source: US Embassy in India.

Parallèlement à ses contacts avec l'Australie, l'Inde et les États-Unis, le gouvernement japonais a également renforcé ses initiatives dans d'autres enceintes internationales telles que le G7. Précisément, lors du G7 de 2017 qui s'est déroulé à Taormina, le Japon a mis la sécurité maritime au cœur des discussions et du communiqué final¹³.

Un élément essentiel de ce pilier est le soutien que le Japon apporte aux forces armées de plusieurs États d'Asie du Sud-Est dans le but de renforcer les capacités dans plusieurs domaines tels que la lutte contre la pêche illégale, contre la piraterie ou le contrôle de leur souveraineté dans leurs eaux territoriales contre les incursions de leurs voisins. Ce soutien est en cours de construction au sein de Vientiane Vision. Cette initiative a débuté en 2016 dans le but de réunir toutes les initiatives bilatérales japonaises en Asie du Sud-Est dans une structure directe entre le Japon et l'ASEAN. Cette initiative comprend une série de domaines de coopération tels que la promotion du droit international, la coopération en matière de renforcement des capacités, le transfert d'équipements et de technologies de défense, les manœuvres et exercices conjoints et le développement des ressources humaines et les échanges

¹³ MOFA. G7 Taormina Summit. Disponible sur : https://www.mofa.go.jp/ecm/ec/page4e_000616.html

universitaires¹⁴. Après 4 ans, lors de la sixième réunion des ministres de la défense de l'ASEAN et du Japon, l'initiative a été rebaptisée Vientiane Vision 2.0, qui comprend trois mises à jour :

1. Présentation de trois principes de la coopération ASEAN-Japon : « coopération cœur à cœur », « coopération durable et adaptée » et « coopération égale et ouverte ».
2. Introduire le concept de résilience afin de soutenir l'unité et la centralité de l'ASEAN.
3. Renforcer la synergie entre les perspectives de l'ASEAN sur l'Indo-Pacifique et l'Indo-Pacifique libre et ouvert du Japon.

Dans ce cadre multilatéral, le Japon n'a pas ignoré les relations bilatérales dans le domaine de la défense et de la sécurité maritime. Au cours de ces années, la vente de patrouilleurs et de navires à des pays comme le Vietnam des Philippines a été une constante qui a montré la capacité et la volonté du Japon de renforcer sa présence politique et militaire en Asie du Sud-Est au-delà de son influence traditionnelle dans les domaines économique et de l'APD.

Engagement du Japon dans la prospérité Indo-Pacifique

L'histoire économique récente a été marquée par l'éclatement de la bulle économique dans les années 90 et la décennie perdue jusqu'aux années 2000. La reprise économique enregistrée à partir de 2002 s'est terminée avec la crise de 2008 et la faible croissance des années suivantes. En 2012, Abe a fait de la reprise économique l'une de ses priorités en entamant une série de politiques de réforme monétaire, budgétaire et structurelle appelées Abenomics.

L'une des réformes structurelles vise à ouvrir le Japon au commerce international et aura pour exemple principal le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans Pacific Partnership (CPTPP). Le CPTPP est un accord de libre-échange entre 11 pays d'Asie-Pacifique. Aux côtés du Japon, ce cadre multilatéral est composé de : Australie, Brunei, Chili, Canada, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et

¹⁴ LLANDRES CUESTA, Borja. *La región del Mekong, frontera estratégica para Japón*. IEEE. Disponible sur : http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2017/DIEEEO49-2017_Mekong_Japon_B.Llandres.pdf

Vietnam. Nous devons garder à l'esprit que les États-Unis ont refusé de participer au CPTPP après la victoire de Donald Trump. Ce revers a semblé certifier la fin de l'accord qui a ensuite été sauvé par l'initiative japonaise en raison de son vif intérêt pour la préservation de l'accord. En révoquant et en retirant une série de clauses promues par les États-Unis, le gouvernement japonais a obtenu la participation des partenaires restants dans un accord qui représente 13,5% du PIB mondial¹⁵.

Pour le Japon, le CPTPP a une grande importance. Tout d'abord parce que le gouvernement japonais comprend que le protectionnisme commercial et l'isolationnisme vont être un problème pour une économie japonaise très mondialisée, avec des entreprises qui dépendent des chaînes de valeur mondiales et qui ont des intérêts dans une myriade de pays. La meilleure façon de maintenir l'accès des entreprises et des consommateurs japonais aux biens et services étrangers et de promouvoir la compétitivité de l'économie passe par la construction d'un système libre, transparent et ouvert. En outre, le retrait américain des accords commerciaux multilatéraux aura également une conséquence négative pour le Japon : la Chine comblera le vide et imposera son modèle et ses règles à la région.

Avec cet accord, le Japon entend se positionner comme le leader économique du libre-échange dans l'Indo-Pacifique, mettant en place une alternative à l'hégémonie économique chinoise croissante et soutenant et transformant le système commercial (dans plusieurs domaines tels que la propriété intellectuelle, les entreprises publiques, droits du travail, commerce électronique ou investissement étranger) en un modèle adapté aux besoins de l'économie japonaise au cours des prochaines décennies.

Dans le cadre du deuxième pilier de la promotion de la prospérité économique, l'investissement dans les infrastructures sera l'un des principaux axes. S'il y a un projet qui a secoué l'Asie ces dernières années, c'est la Belt and Road Initiative, dont l'objectif principal est de combler le déficit d'infrastructures en Asie à travers un ambitieux projet financé par la Chine pour développer de nombreux projets d'infrastructures tels que chemins de fer, ports ou autoroutes¹⁶. Le Japon ne voulait pas être laissé pour compte

¹⁵ Government of Canada. What is the CPTPP? Disponible sur : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpqp/index.aspx?lang=eng>

¹⁶ Asian Development Bank. Asia Infrastructure Needs Exceed \$1.7 Trillion Per Year, Double Previous Estimates. Disponible sur : <https://www.adb.org/news/asia-infrastructure-needs-exceed-17-trillion-year-double-previous-estimates>

et, déjà en 2013, a commencé à concevoir des stratégies pour augmenter les investissements japonais dans toute l'Asie en mettant l'accent sur la qualité et la quantité et pas seulement sur la quantité de ces projets.

Le lancement du Partenariat pour des infrastructures de qualité a plusieurs objectifs¹⁷. Premièrement, les investissements du Japon dans le reste de l'Asie ont été un facteur constant de la politique étrangère japonaise. Depuis le boom qui a industrialisé et internationalisé son économie, le Japon a toujours cherché à investir dans d'autres pays dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés pour ses produits, de faciliter l'entrée de ses entreprises et d'assurer l'accès aux matières premières avec l'idée d'aider le développement local et obtenir une relation gagnant-gagnant. Ce nouveau partenariat s'inscrit dans cette stratégie économique privilégiant les projets d'infrastructures.

En second lieu, l'énorme effort financier de la Chine à travers la Belt and Road Initiative et les fonds qui la soutiennent ont montré au gouvernement japonais la nécessité de donner une alternative au financement chinois afin d'empêcher d'autres pays asiatiques de se retrouver sous le contrôle financier de la Chine. Cependant, nous ne devons pas voir l'initiative japonaise comme une compétition car il est évident que le Japon ne peut pas rivaliser directement le financement chinois. Le Japon souhaite souligner l'importance de la qualité dans les projets d'infrastructure concernant les droits du travail, l'environnement, la viabilité financière et les droits de l'homme.

En troisième lieu, grâce à ces exigences plus strictes pour l'octroi de fonds, le Japon veut placer ses normes comme l'étalon-or de l'aide internationale. Les quatre piliers de l'initiative sont l'expansion et l'accélération de l'assistance par le biais de la JICA (Agence japonaise de coopération internationale), une collaboration accrue avec la Banque asiatique de développement (au sein de laquelle le Japon a une large influence), une participation accrue de la JBIC (Japan Bank for Coopération internationale) dans des projets à haut risque et la promotion de l'importance d'une infrastructure de qualité à l'échelle mondiale tout en développant des normes internationales.

¹⁷ MOFA. Announcement of "Partnership for Quality Infrastructure: Investment for Asia's Future". Disponible sur : https://www.mofa.go.jp/policy/oda/page18_000076.html

Grâce à ce programme, le Japon a l'intention de mobiliser plus de 110 milliards de dollars pour financer les infrastructures. Parmi ces projets, nous pouvons citer, par exemple, les zones économiques spéciales de Thilawa et de Dawei (toutes deux au Myanmar); le terminal à conteneurs Est du port de Colombo; la zone économique spéciale de Mombasa; le chemin de fer à grande vitesse de Mumbai à Ahmedabad ou le port de Patimban dans l'ouest de Java. Grâce à cette initiative, le Japon entend façonner l'avenir de l'APD en mettant l'accent sur une série de priorités telles que la résilience, la sécurité sociale, l'environnement et le développement des ressources humaines.



Figure 3. Infrastructure ferroviaire à Dubaï. Source. Nikkei Asian Review.

Bâtiment de la paix et de la stabilité dans l'Indo-Pacifique

Enfin, le troisième pilier de la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert contient une composante de promotion de la sécurité et de la stabilité fondée sur l'assistance au renforcement des capacités dans la région Indo-Pacifique et à travers l'assistance humanitaire et les opérations de prévention des catastrophes. En conséquence, des bateaux de patrouille pour les garde-côtes de pays comme le Vietnam, le Sri Lanka et

les Philippines ont été livrés. Il y a également eu des programmes de formation et des programmes de renforcement des capacités afin de lutter contre la pêche illégale, des programmes afin d'assurer la sécurité aérienne, l'entretien des navires, les activités de recherche et de sauvetage ou la sécurité maritime avec des partenaires tels que le Sri Lanka, la Thaïlande, le Vietnam, les Philippines, le Brunei, l'Indonésie ou la Malaisie.

Les autres pays où ce pilier développe ses activités sont le Kenya, les Maldives ou Djibouti. Au Kenya, le gouvernement japonais a fourni à la police maritime de 17 navires dans le but de renforcer la sécurité maritime sur les côtes africaines et a aussi fourni du matériel de lutte contre le terrorisme¹⁸. Aux Maldives, le gouvernement japonais a livré du matériel de lutte contre le terrorisme et du matériel de prévention des catastrophes naturelles. Quant à Djibouti, la base ouverte en 2011 a été récemment renforcée par l'achat de trois hectares supplémentaires dans le but de pouvoir accueillir des citoyens japonais en cas de crise dans la région. Cette base a été un atout important dans la lutte contre les activités de piraterie dans la Corne de l'Afrique et a permis d'élargir la coopération du Japon avec Djibouti à travers des programmes de formation pour les forces locales et la mise à disposition de patrouilleurs pour la Garde côtière¹⁹.

Ces trois piliers constituent le cadre à travers lequel le Japon souhaite se positionner en tant qu'acteur actif dans la région, fixant l'ordre du jour et influençant les intérêts des autres acteurs. Le Japon a réussi à intégrer sa vision dans les stratégies des autres partenaires étant donné que les États-Unis ainsi que l'Inde et l'Australie ont connecté et ajusté leurs stratégies à la vision japonaise en ajoutant leurs propres intérêts.

¹⁸ Kenya Port Authority. Japan donates patrol boats to improve Kenya's maritime security. Disponible sur <https://www.kpa.co.ke/Pages/Japan-donates-patrol-boats-to-improve-Kenya%E2%80%99s-maritime-security--.aspx>

¹⁹ Japan Times. Japan to expand SDF base in tiny but strategically important Djibouti. Disponible sur : <https://www.japantimes.co.jp/news/2017/11/19/national/japan-expand-sdf-base-tiny-strategically-important-djibouti/>

Impact de la vision sur d'autres pays

Dans cette section, nous allons faire une brève évaluation de l'acceptation et de l'intégration du cadre géopolitique de l'Indo-Pacifique dans les différentes parties prenantes. Nous commencerons par les États-Unis qui ont pleinement accepté l'idée de l'Indo-Pacifique et nous continuerons avec l'Inde et l'Australie en évaluant aussi brièvement sa réception en Chine et dans l'ASEAN.

Les relations étroites entre le Japon et les États-Unis et les liens étroits entre les dirigeants des deux pays (soigneusement gérés par Abe depuis l'élection de Trump en 2016) ont permis au concept de l'Indo-Pacifique d'être pleinement accepté dans la stratégie américaine. Dans la stratégie de sécurité nationale de 2017, il était déjà fait référence à l'Indo-Pacifique en tant que région géopolitique soulignant que "la région, qui s'étend de la côte ouest de l'Inde aux côtes occidentales des États-Unis, représente la partie la plus peuplée et la plus économiquement dynamique du monde. L'intérêt des États-Unis pour un Indo-Pacifique libre et ouvert remonte aux premiers jours de notre république"²⁰. Cependant, la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, contrairement à la vision du Japon, ne s'étend pas aux côtes orientales de l'Afrique, considérant l'Indo-Pacifique comme un espace plus étroit.

Un autre élément qui a imprégné la stratégie américaine est le besoin de la région en infrastructures de qualité. En 2018, le Japon, l'Australie et les États-Unis ont signé un protocole d'accord pour lancer une association trilatérale afin de promouvoir les investissements dans les infrastructures dans l'Indo-Pacifique, suivi de la BUILD Act (Better Use of Investments Leading to Development) qui a créé une Société internationale de financement du développement améliorant le financement américain dans l'Indo-Pacifique²¹.

Un événement qui a considérablement endommagé la stratégie japonaise a été la décision de Trump de retirer les États-Unis du CPTPP, mettant en danger la mise en œuvre de l'accord bien que, comme nous l'avons vu, le Japon puisse le sauver. Cependant, en suspendant certaines clauses, les négociateurs ont laissé la porte

²⁰ White House. National Security Strategy. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>

²¹ Office of the Prime Minister of Australia. Joint Statement of the Governments of Australia, Japan and the United States. Disponible sur : <https://www.pm.gov.au/media/joint-statement-governments-australia-japan-and-united-states>

ouverte à un nouveau gouvernement à la Maison Blanche pour signer l'accord et renforcer son impact sur le commerce régional.

Pour l'Inde, l'Indo-Pacifique est le prolongement naturel d'une stratégie déjà en place, la Act East policy qui vise à renforcer la présence et la portée de l'Inde en Asie du Sud-Est. Comme nous l'avons vu, la coopération entre le Japon et l'Inde a augmenté au cours des dernières années et c'est une étape nécessaire pour la réussite de la stratégie du Japon et une obligation pour les deux étant donné l'isolement relatif et le manque de stabilité de la politique étrangère américaine. Pour l'Inde, la présence de la Chine dans l'océan Indien et ses relations avec le Pakistan et le Sri Lanka menace les efforts de l'Inde pour devenir la principale puissance en Asie du Sud et dans l'océan Indien. L'initiative du Japon et ses efforts pour construire un réseau de sécurité qui consolide les relations entre les acteurs ayant des intérêts similaires est donc une incitation à aligner la stratégie de l'Inde sur celle du Japon et à renforcer le status de l'Inde dans la région. Cette initiative a été saluée à New Delhi, notamment après l'arrivée de Narendra Modi.

L'Australie a également intégré le concept Indo-Pacifique dans sa stratégie. La nouvelle étape inaugurée par la dynamique politique, économique et militaire de la région a fait comprendre à l'Australie la nécessité de renforcer et de diversifier ses relations. L'Australie a décrit sa relation avec l'Inde comme une association naturelle qui a progressé au cours des dernières années, s'ajoutant aux relations avec le Japon et à l'alliance avec les États-Unis²². Dans l'ensemble, les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie sont en train de se rapprocher et d'adopter une structure quadrilatérale, ce qui a été mis en évidence lors de la dernière réunion des quatre pays après le sommet de l'Asie de l'Est à Bangkok. Cette structure de sécurité quadrilatérale pointe progressivement vers la création du « diamant de la sécurité démocratique » dont Abe a parlé en 2012.

²² The Economic Times. India, Australia 'natural partnership' registers steady growth in 2019. Disponible : <https://economictimes.indiatimes.com/news/defence/india-australia-natural-partnership-registers-steady-growth-in-2019/articleshow/72935475.cms?from=mdr>

La Chine a vu négativement la création d'un espace géopolitique et toute une stratégie pour tenter de contenir sa montée. Déjà lors de la première tentative d'institutionnalisation du Quad, la Chine s'est plainte de la tentative d'encercler et de contenir sa montée et du danger pour la sécurité et la stabilité en Asie-Pacifique. Cette campagne de pression a fonctionné et fait fondre la coopération fragile et naissante. La nouvelle tentative de remonter le Quad est vue en Chine avec inquiétude, bien que la probabilité pour les quatre puissances de créer un bloc solide soit éloignée, pour le moment, en raison des craintes chinoises d'une alliance ferme.

Les pays d'Asie du Sud-Est ont développé une réponse à travers l'ASEAN. La perspective de l'ASEAN sur la région de l'Indo-Pacifique a l'intention d'intégrer l'ASEAN dans le nouveau concept en assumant un rôle central dans le système afin d'empêcher que les structures de l'ASEAN et son importance pour la stabilité régionale ne soient remplacées par d'autres acteurs. De plus, comme on a déjà analysé dans un autre article²³, certains pays du sud-est asiatique sont profondément intégrés à la Chine et ne sont pas intéressés par des stratégies qui peuvent éveiller les soupçons à Pékin, choisissant d'adopter une approche équilibrée et neutre pour éviter d'être entraînés dans un conflit.

Conclusion

Après des décennies de mise en œuvre d'une politique étrangère qualifiée traditionnellement de réactive, le gouvernement japonais a développé une transformation graduelle et progressive de sa politique étrangère et de sa politique de défense pour les adapter au nouveau cadre stratégique aux niveaux mondial et régional.

²³ LLANDRES CUESTA, Borja. *La política exterior china en el sudeste asiático*. Documento IEEE 08/2020. Disponible sur :

http://www.ieeee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2020/DIEEEO08_2020BORLLA_surAsia.pdf

La vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert est la réponse du gouvernement japonais à ces changements renforçant la présence du Japon sur ce vaste territoire et laissant de côté l'approche réactive pour une approche proactive. Comme nous l'avons vu tout au long du document, ce changement ne s'est pas produit spontanément ou brusquement, il est plutôt un changement qui s'est produit tout au long d'une décennie, en étant le principal moteur le premier ministre Abe.

Les défis auxquels le Japon est confronté rendent nécessaire qu'il se positionne comme un rempart de l'ordre libéral dont dépendent son système politique et économique et le bien-être de ses citoyens. De là découle le besoin croissant de la présence du Japon dans plusieurs régions et le besoin d'une plus grande autonomie politique et militaire. Cette nouvelle stratégie trouvera les appréhensions de Pékin qui a perçu la manœuvre de Tokyo visant à contenir sa montée. Cependant, le Japon a fait preuve de souplesse en ouvrant la porte à la coopération avec la Chine dans plusieurs domaines, en essayant de façonner les initiatives chinoises afin qu'elles soient alignées sur les règles et normes internationales.

Après des décennies d'avoir reposé sur la force de son économie, le moment est venu pour le Japon de renforcer sa sécurité et sa défense et de commencer à jouer un rôle plus important dans la défense de la stabilité mondiale et régionale. Bien que la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert soit dans sa phase initiale, elle a la possibilité de devenir l'embryon d'un consensus sécuritaire, politique, économique et de développement dans une région dont l'importance ne cesse de croître.

*Borja Llandres Cuesta**
Avocat et analyste des risques politiques